

REVUE ILES D IMESLI, VOLUME 17, N°01 (2025), PP. 123-140

Intégration du système LMD et sa contestation par les étudiants : cas des universités Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, Abderrahmane Mira de Bejaia et Akli Mohand Oulhadj de Bouira, de 2004 à 2016.

Integration of the LMD system and its contestation by students: case of the universities Mouloud Mammeri of Tizi-Ouzou, Abderrahmane Mira of Bejaia and Akli Mohand Oulhadj of Bouira, from 2004 to 2016.

Mohand Mechaour[1], *Azedine Kinzi*[2]
[1]Université d'Oran 2, Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle, Algérie, mechaourmohand9@gmail.com
[2] Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, Algérie, azedine.kinzi@ummto.dz

Article information

History of the article- Historique de l'article

Received: 19/11/2022	Accepted : 01/01/2024	Published : 31/12/2025

Abstract

This paper discusses the reactions and protest movements at universities Mouloud Mammeri of Tizi Ouzou, Abderrahmane Mira of Bejaia and Akli Mohand Oulhadj of Bouira following the introduction of the LMD from 2004. The LMD system is one of the reforms that marked the Algerian university after that of the Algerianization of teaching and that of Arabization. This reform provoked reactions from the university community, in particular teachers and students. This research addresses the reaction of students to LMD integration in these three universities over a period ranging from 2004, the year of its introduction, to 2016, the year of its effective generalization.

Key words: Social movement, student movement, protest, LMD system.

Résumé

Cet article aborde les réactions et les mouvements de contestations à l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, l'Université Abderrahmane Mira de Bejaia et l'Université Akli Mohand Oulhadj de Bouira qui ont suivi l'introduction du système LMD (Licence/Master/Doctorat) à partir de 2004. Le système LMD est l'une des réformes qui a marqué l'université algérienne après celle de l'algérianisation des enseignements et celle de l'arabisation. Cette réforme a suscité des réactions de la part de la communauté universitaire, notamment des enseignants et des étudiants. Cette recherche aborde la réaction des étudiants à l'intégration du LMD dans ces trois universités sur une période allant de 2004, année de son introduction, à 2016, année de sa généralisation effective.

Mots clés : Mouvement social, mouvement étudiant, contestation, Système LMD.

Auteur correspondant : Mohand Mechaour, mechaourmohand9@gmail.com
ISSN: 2170-113X, E-ISSN: 2602-6449, (cc) BY-SA
Published by: Mouloud Mammeri University of Tizi-Ouzou, Algeria

Introduction

À partir des années 2000 l'Algérie a commencé à s'intéresser au système d'enseignement supérieur dit LMD[1]. Son adoption, en 2004, par l'Algérie est considérée par les responsables de l'époque comme une manière de s'introduire dans l'ère de la mondialisation (Ouseddik, 2021 : p. 103/ Leperlier, 2012 : pp. 581-601) avec des diplômes plus ou moins reconnus dans d'autres pays et qui permettent davantage de mobilités (Ouseddik, 2021 : p. 103). Ce système permet également de donner plus de possibilités aux étudiants étrangers dont les algériens d'intégrer d'autres universités qui ont adopté le même système (Charlier et Crochet, 2010 : pp 78-84).

La mise en place de ce nouveau système d'enseignement nécessite un certain nombre de moyens pour sa réussite. La communauté universitaire, dans quelques universités algériennes, a dénoncé un manque de moyens après la mise en place de ce système. Dans d'autres universités, ce sont des étudiants qui ont contesté directement son introduction. Les étudiants des universités implantées en Kabylie[2] ont engagé des bras de fer avec l'administration rectorale pour contester ce nouveau système. Toutefois, malgré sa contestation le LMD a été introduit à titre d'expérimentation dans certaines facultés, à l'exemple de la faculté des sciences technologiques et la faculté de Génie électrique et d'informatique de l'université de Tizi-Ouzou, avant sa généralisation entre 2014 et 2016.Près de deux décennies plus tard, des étudiants continuent de contester et de dénoncer son introduction.

Notre problématique porte le questionnement suivant : Comment le mouvement étudiant s'engage-t-il pour protester contre le système LMD dans ces trois universités ?

De cette problématique découle d'autres questionnements secondaires : Quelle était la stratégie adoptée pour le changement du système d'enseignement ? Sommes-nous sortis du cadre de l'expérimentation ? Quel était l'impact du mouvement étudiant durant la mise en application du LMD jusqu'à sa généralisation effective en 2016 ?

Cet ensemble de questionnements nous permettra de cerner la problématique de la mise en place du LMD, en Algérie en général et en Kabylie en particulier avec des approches qualitatives, à la fois descriptives et analytiques.

En Algérie, la réforme LMD a provoqué le mécontentement de certaines parties de la communauté universitaire, notamment celle des étudiants. Face à ces derniers nous verrons comment les autorités

[1] Licence Master Doctorat, un système d'enseignement supérieur adopté depuis 1999 par plusieurs universités européennes et qui continue de se propager dans le monde.

[2] Dans cet article nous aborderons trois universités qui sont : l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, l'université Abderrahmane Mira de Bejaia et l'université Akli Mohand Oulhadj de Bouira.

universitaires ont pu gérer les différentes situations et comment les étudiants ont créé des mouvements pour contester le LMD. Notre démarche méthodologique est centrée principalement sur l'analyse de documents établis par les organisations estudiantines et administratives, tout en s'appuyant sur la littérature disponible qui aborde la thématique du LMD en Algérie mais également dans le reste du monde. Pour cerner la question du mouvement étudiant nous avons réalisé un ensemble d'entretiens avec les acteurs de ces mouvements dans les trois universités et d'autres entretiens avec des enseignants d'universités qui ont occupé des postes de responsabilités durant les premières années de l'introduction du LMD. Ajouté à cela, les observations directes que nous avons pu effectuer durant nos recherches de Master (Mechaour, 2014) et de Magister (Mechaour, 2017). Notre objectif consiste à comprendre le mouvement étudiant enclenché dans ces trois universités, entre 2007 et 2011, suite à l'introduction du nouveau système d'enseignement supérieur.

Nous démarrons de deux hypothèses selon lesquelles : Les étudiants contestent le LMD par manque d'informations et par le fait qu'ils n'ont pas été associés au processus de son introduction, dans un premier temps. Puis les étudiants conscients du LMD qui prend de plus en plus de place, ils changent de stratégie de contestation et revendiquent désormais une meilleure prise en charge du LMD.

1. Bref aperçu historique de l'enseignement supérieur en Algérie

L'université algérienne était un héritage de la colonisation française ; seulement quelques années après l'indépendance de l'Algérie, en 1962, l'État a engagé des réformes visant l'algérianisation de l'enseignement supérieur (Khelfaoui, 2003). Cet héritage a permis à l'Algérie indépendante d'avoir la possibilité de former ses futurs cadres, à partir de 1962, mais aussi de placer l'université en interaction avec le développement du pays (Ouchichi, 2021 : pp. 187-188). Dans les faits, les premières années d'indépendance ont été marquées par le renouvellement des enseignements hérités de la colonisation ce qui pouvait maintenir le fonctionnement des institutions, elles aussi héritées de cette même colonisation (Kadri, 2012).

Quelques années après l'indépendance, le pays rentre dans la phase de l'arabisation (Grandguillaume, 1983). Dans le secteur de l'enseignement supérieur, des sections d'enseignement en langue arabe sont créées, notamment dans la faculté des langues et sciences humaines de l'université d'Alger mais également « des sections arabophones tout d'abord au sein de l'école de journalisme (1965) et de la faculté de droit et sciences économiques (1967) » (Kadri, 2012 : p. 193). La création de ces sections arabophones peut être considérée comme un début officieux du processus d'arabisation des institutions éducatives, notamment par le fait que le recrutement des

enseignants des paliers de l'Éducation nationale se faisait principalement dans les sections arabophones (Kadri, 2012 : p. 193).

1.1. Le début de l'arabisation

C'est à partir des années 1970 que l'Etat a entamé officiellement le processus de sortie de l'ancien système d'enseignement avec la création d'une commission nationale de la réforme, fin 1969, du système éducatif mais aussi d'un Ministère de l'enseignement supérieur la même année. Le début des réformes de l'enseignement s'est focalisé sur l'arabisation, par la suite est venue une réforme des enseignements de chaque discipline pour tenter d'aller vers « la décolonisation de la science » (Kadri, 2012 : pp. 183-184). Parmi les sciences qui étaient ciblées en premier figuraient la philosophie et l'ethnologie. Cette dernière a d'ailleurs été classée comme science coloniale par excellence (Mammeri, 191 : p. 216). Ce qui a entrainé sa suppression de l'enseignement et le processus des réformes est orienté par la suite, vers une certaine idéologisation des enseignements (Kadri, 2012). Cette idéologisation des enseignements devait répondre à un besoin politique de l'époque mais également aux choix de l'avenir du pays (Kadri, 2012). La faire au détriment du savoir et de la science a produit cependant une « sur-idéologisation de l'université » (Kadri, 2012).

L'arabisation de l'enseignement est une suite du processus d'arabisation que l'Algérie a adopté dans sa première constitution, en 1963,où son article 5 stipule que « la langue arabe est la langue nationale et officielle de l'État ». Et depuis, plusieurs ordonnances sont élaborées pour arabisation des différents secteurs (Grandguillaume, 1983).

Depuis l'indépendance, l'université algérienne n'a cessé de subir des réformes qui devaient l'inscrire dans le triangle de démocratisation/algérianisation/arabisation. Ce dernier a eu en conséquence plusieurs effets pervers. Il a produit une massification de l'université sans vraie qualification qui ne servait que la pérennisation du régime politique (Bahloul, 2004) avec une forte idéologisation arabo-islamique de la société (Benazouz, 2022 : p. 38). L'algérianisation de l'université durant cette période postindépendance a produit un enfermement de l'université notamment avec la mise à l'écart des compétences étrangères, principalement les francisant, dans certaines formes de gestion des universités à l'exemple des conseils scientifiques (Bahloul, 2004 : p. 12).

La rentrée universitaire de septembre 1980 est marquée par la généralisation de l'arabisation dans les filières des sciences sociales et humaines (Ferfera et Mekideche, 2008). Cette arabisation a marqué une sorte de déclin des sciences sociales, notamment de la sociologie (Chachoua, 2010) qui a été complètement arabisée, entre autres disciplines des sciences sociales, tandis que les autres sciences technologiques ont juste intégré la

langue arabe dans quelques enseignements (Chachoua, 2010). Des années plus tard, même après la relance de l'arabisation à partir de 1990[3], seules les sciences économiques des universités de Tizi-Ouzou et Bejaia ont échappées à cette arabisation, en plus de la sociologie qui a également échappé à l'arabisation à l'université de Bejaia.

Les étudiants de ces deux dernières universités, face à cette politique d'arabisation, ont réagi avec des rassemblements, des assemblées générales de sensibilisation, des sit-in et des déclarations écrites et diffusées aux noms des comités étudiants. Cela constitue un répertoire d'action collective que les étudiants ont actionné (Offerlé, 2008 : p. 81). Ce répertoire d'action peut être élargi aux mouvement de grèves, aux manifestations de rue, aux gels des cours… entre autres actions inscrites déjà dans le répertoire d'action collective dans les deux universités de Tizi-Ouzou et de Bejaia, depuis les années 80 (Guenoun, 1999), notamment avec le mouvement berbère[4]. Des années après, les étudiants se retrouvent face à une nouvelle réforme de l'enseignement supérieur qui est l'introduction du LMD.

1.2. Adoption du LMD par l'université algérienne

Il est évident que l'Algérie postindépendance allait maintenir le fonctionnement des institutions dès les premières années après 1962, afin de garantir la marche du pays. Mais après ce maintien est venue la nécessité de nationaliser les institutions de l'État. L'université n'est donc pas épargnée par cette politique et en a subi la « nationalisation ». Suivant ce processus, l'État devait adopter une stratégie de développement de l'enseignement en général et de l'enseignement supérieur en particulier, qui est censé produire les futurs cadres de l'État.

1.2.1. Réforme du LMD

Le processus de création du LMD est entamé en 1998, dans certains pays d'Europe. À cette époque l'Union Européenne (UE) n'avait pas encore un système d'enseignement supérieur homogène et chaque pays de l'UE avait son propre système d'enseignement. Ce processus a donc permis d'œuvrer pour la création d'un enseignement supérieur qui arrangerait les intérêts des pays de l'UE et c'était le début de la création d'un Espace Européen d'Enseignement Supérieur (EEES) avec un système d'enseignement qui

[3] Avec Loi 91-05 du 16 Avril 1991, portant généralisation de l'utilisation de la langue arabe dans les institutions de l'État.

[4] Le mouvement berbère est né suite à l'interdiction d'une conférence que devait animer Mouloud Mammeri sur les poèmes kabyles anciens, au centre universitaire de Tizi-Ouzou le 10 mars 1980. Suite à cette interdiction, les étudiants ont déclenché un mouvement de grève qui s'est soldé par une répression la nuit du 19 au 20 avril dans les cités universitaires. (Voir : AIT LARBI Arezki (dir.), *Avril 80 : insurgés et officiels du pouvoir racontent le « printemps berbère »*, Koukou, Alger, 2010.)

devait être attractif (Charlier et Croché, 2010 : p. 77). Tous les deux ans, se tient une rencontre d'évaluation et d'information sur l'évolution de ce processus et c'était aussi l'occasion d'intégrer et de recruter d'autres pays. En 1999, 29 pays ont adopté le LMD (Ravinet, 2011). En 2005, l'EEES a dépassé les frontières de l'UE et attire de plus en plus de pays en Amérique Latine, en Afrique... ce qui a poussé à la mise en place d'un ensemble de conditions à remplir pour être accepté dans l'organisation en LMD (Ravinet, 2011). Parmi les objectifs, nous pouvons citer l'organisation de ce système d'enseignement en deux cycles puis en trois cycles, sans un organe directement contraignant qui obligerait les Etats à suivre le LMD à la lettre :chaque pays avait alors la possibilité d'apporter sa touche au LMD (Charlier et Croché, 2010 : pp. 77-80).

Charlier et Croché mentionnent le fait que la réussite du LMD est conditionnée par un ensemble de mesures à adopter : il est par exemple important d'offrir de bonnes conditions (Charlier et Croché, 2010) de vie à la fois aux étudiants et aux enseignants tout en allant vers la construction d'une forme d'interdépendance entre universités. L'homogénéisation des salaires des enseignants dans les universités africaines est porteuse de stabilité et renforce l'ancrage du LMD dans les pays africains. C'est également une manière de construire des zones sociogéographiques à travers le monde pour ce système d'enseignement (Charlier et Croché, 2010 : pp. 80-81).

L'Algérie est parmi les premiers pays africains qui ont permis l'introduction du LMD dans ce continent. Le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a choisi des universités nationales pilotes qui devaient servir de laboratoire d'expérimentation de ce système d'enseignement (Berrouche et Berkai, 2007 : p. 4). Cela était aussi, pour l'université algérienne, une porte ouverte vers le monde avec plus de mobilités aux étudiants et enseignants (Berrouche et Berkai, 2007 : p. 4). Cette réforme devait donc permettre à l'université algérienne d'intégrer un réseau international d'enseignement, des pays qui ont adopté le LMD, à travers la mobilité (Charlier et Croché, 2010 : p78). Le Ministère a, dès lors, mis en œuvre ces réformes en mettant en place un ensemble de lois qui devaient cadrer le fonctionnement du LMD. Étant lancé à titre expérimental dans une dizaine d'universités, sans que cela soit généralisé y compris dans les universités qui ont servi de laboratoire, suppose que l'ancien système d'enseignement dit classique est toujours en place à côté du LMD. L'objectif était d'instaurer définitivement un nouveau système d'enseignement loin du changement des enseignements (Ben Ghabrit-Remaoun et Rabahi-Senouci, 2009 : p. 195). Les enseignants et les étudiants, n'ayant pas été associés au processus du changement, ont eu du mal à s'adapter au nouveau système, qui n'a été qu'imposé par l'administration loin des réflexions scientifiques nécessaires à toute réforme d'enseignement (Ouseddik, 2021 : pp. 103-104). Écarter la communauté universitaire de ce processus signifie « absence totale

d'une concertation dans l'élaboration du projet, la volonté de ne pas discuter, mais aussi l'ombre des groupes d'intérêt se profilant en arrière-plan, ont conduit à créer une situation favorable au déclenchement d'un mouvement» (Touraine, 1993 : p. 88). L'introduction du LMD, sans la communauté universitaire, allait donc provoquer un mécontentement des étudiants et des enseignants.

Il est vrai que l'adoption de ce système d'enseignement par l'Algérie devait être un premier pas vers un monde plus ouvert dans lequel le diplôme algérien devait être reconnu par tous les pays ayant adoptés le même système (Ouseddik 2021 : pp. 103-104). Mais, dans les faits, les étudiants algériens penchent plus vers les universités françaises que vers celles des autres pays de l'EEES. En effet, le système d'enseignement dans les universités françaises est le plus connu des étudiants algériens (Ouseddik 2021 : pp. 103-104), ce qui réduit alors le principe de « mondialisation » pour les universités algériennes. La méconnaissance des autres universités par les étudiants algériens peut également être une autre explication à cette réduction de « mondialisation ». Finalement, pour cette dernière, il n'y a pas eu de vrai changement par rapport à l'avant LMD où les étudiants pouvaient également s'inscrire dans une université étrangère.

Ce qui est à noter sur la mise en œuvre du LMD dans ces universités pilote en Algérie, c'est que dans quelques-unes de ces universités des étudiants et certains enseignants ont contesté cette décision de basculer vers le LMD. L'université de Tizi-Ouzou qui figurait parmi les universités pilotes a fait face à un mouvement de contestation pour empêcher l'installation de ce nouveau système d'enseignement supérieur.

2. Stratégie d'adoption du LMD à l'université de Tizi-Ouzou

Certains responsables de l'UMMTO[5] ont essayé d'accompagner la mise en place du LMD dans cette université en essayant de construire un argumentaire pour convaincre notamment les étudiants de la nécessité d'aller vers le LMD. Idir Ahmed Zayed avance, par exemple, l'argument du besoin d'ouvrir de nouvelles formations encore plus importantes, et que le LMD offrirait cette opportunité (Ahmed Zaid, 2003 : p 27). Mitich eMoh-Djerdjer avance, quant à lui, l'idée d'éliminer certaines failles du système classique notamment avec le système des passerelles qu'offre le système LMD contrairement au système classique qui reste « cloisonné qui n'offre que très peu de passerelles[...] des programmes d'enseignements qui ne sont généralement pas actualisés [...] le système d'évaluation est consommateur de temps pédagogique à cause de la multiplicité des sessions d'examens » (Mitiche, 2003 : pp. 32-35).
Cet ensemble d'arguments n'a pas pu convaincre les étudiants de s'aligner devant cette décision et ont entamé un ensemble d'actions contestataires en vue d'empêcher l'introduction du LMD, durant l'année universitaire de 2005-2006. Ajouté à cela, des enseignants qui ont également refusé

[5] Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou.

d'adopter ce nouveau système, notamment parce qu'ils n'ont pas été associés et que la décision n'a pas été réfléchie. Dès lors, le choix de la spécialité, à intégrer dans le LMD, devait se faire dans un département où l'administration pouvait compter sur le soutien des enseignants. Le département de Physique était alors le plus propice à cela et a lancé une formation dans le LMD dès la première année du cursus universitaire de l'année2004-2005, avec 200 étudiants inscrits en première année et environ 1500 à la deuxième année[6].

3. Les étudiants en Kabylieface au LMD

Le choix des départements pour l'introduction du LMD s'est imposé selon que les enseignants étaient majoritairement favorables à ce système[7]. Il s'est également imposé selon que les filières qui pouvaient adopter ce système facilement, comme les filières scientifiques et technologiques « *avaient le plus besoin d'intégrer le processus de la mondialisation »*[8].Selon A. D.[9] ce sont ces filières qui doivent suivre les différentes avancées technologiques dans le monde pour ne pas qu'elles restent isolées. À l'université de Tizi-Ouzou, le département de Langue et culture amazighes avec les autres départements de la faculté des lettres et des langues étaient parmi les derniers à intégrer le LMD, suite à son rejet par les étudiants et par une majorité des enseignants.

Dans les universités Akli Mohand Oulhadj de Bouiraet Abderrahmane Mira de Bejaia l'introduction des enseignements du LMD n'a pas généré de contestations étudiantes du moins la première année. À l'université de Tizi-Ouzou, les étudiants se sont contentés de la rédaction de déclarations dans lesquelles ils contestaient la mise en œuvre du LMD sans l'implication de toute la communauté universitaire[10].À l'université de Bejaia, les enseignants de la faculté des lettres et sciences humaines et ceux du département de sociologie ont contesté cette décision. Au département de langue et culture amazighe de cette même faculté, le LMD avait créé des tensions et des divergences au sein du personnel enseignant. Malgré ces contestations de part et d'autres le LMD a été introduit dans une dizaine d'universités algériennes dont les trois de Kabylie, qui sont le sujet de cet

[6] AZZOUZI Hafid, « 1700 étudiants en LMD », in : *l'Expression* du 21 juin 2007.
[7] Entretien avec un ancien vice-recteur de l'UMMTO, M. M-D. réalisé en Mai 2017.
[8] Entretien réalisé en 2021 avec A. D., enseignant à l'université de Bejaia. Au début de ce processus A. D. était contre l'introduction du LMD avant de changer d'avis une fois qu'il en a eu toutes les informations nécessaires sur le LMD. Il nous a parlé notamment du fait de la mondialisation et de la mise en place de moyens nécessaires à sa mise en application.
[9] Ibid.
[10] « *Pourtant les premiers concernés sont les étudiants* », selon la Déclaration du comité du département de génie civil qui date du 03 janvier 2005.

article à savoir : l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, Abderrahmane Mira de Bejaia et Akli Mohand Oulhadj de Bouira.

4. Vers la contestation de l'échec du LMD

Durant la première année du LMD, dans les universités précédemment citées, les étudiants se contentent de déclarations pour protester contre ce nouveau système et c'était le cas aussi pour la deuxième année. Mais à partir de la troisième année (2007-2008), les étudiants de l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou et l'université Abderrahmane Mira de Bejaia ont déclenché des grèves non pour contester l'introduction du LMD mais pour affirmer l'échec de ce système et demander « *son retrait de l'université et revenir à l'ancien système tout en essayant de récupérer les premiers étudiants sacrifiés dans le LM.D.*[11] ». Dans une bonne partie des déclarations, les étudiants réclament l'arrêt du LMD et la mise à disposition de l'étudiant ses moyens nécessaires pour suivre une bonne formation universitaire.

La forme de contestation citée prenait de plus en plus d'ampleur dans les trois universités en question. À partir du mois de septembre 2007ces universités ont déclenché des grèves pour réclamer une meilleure prise en charge de la vie étudiante. Ces grèves n'avaient pas spécialement comme seul objectif la contestation du LMD, mais cette revendication apparait notamment dans les plateformes de revendication des étudiants des universités de Tizi-Ouzou et de Bejaia. Quant aux étudiants de l'université de Bouira, la revendication de l'arrêt du LMD n'avait pas été intégrée comme telle mais elle apparait dans la revendication de l'amélioration des conditions d'études. Il est à rappeler que l'université de Bouira n'a été créée qu'en 2001 (comme annexe rattachée à l'université de Boumerdès). Or la majorité de ces spécialités, créées à partir de 2005, sont inscrites directement dans le nouveau système. Ce qui est à mentionner à ce niveau, c'est que parmi les étudiants inscrits en première année LMD ont choisi eux-mêmes le LMD[12], ce qui réduit alors les possibilités de mobilisations ou de « passage à l'acte » (Fillieule, 2009 : p. 87) pour contester ce système d'enseignement. Les étudiants de ces trois établissements d'enseignement supérieur, qui nous intéressent ici, ont commencé à s'organiser sous formes de « comités autonomes », de collectifs étudiants ou d'associations. Cette introduction du LMD était un élément mobilisateur pour les étudiants des universités de Bejaia qui ont réactivé les structures étudiantes, contrairement à ceux de l'université de Bouira qui ne disposent jusque-là que « d'organisations de masse » connues comme proches des cercles du pouvoir[13]. Souvent les

[11] Déclaration de la coordination Locale des étudiants de l'université de Tizi-Ouzou datant du 20 octobre 2007.

[12]« *Pour avoir un diplôme en trois ans au lieu de quatre »* : entretien réalisé en 2021, avec T. Y. étudiante à l'université de Bouira de 2006 à 2011.

[13] Depuis 1981, les organisations estudiantines devaient se conformer à l'article 120 de la constitution qui stipule que pour avoir accès aux associations étudiantes il faut être militants

étudiants de chaque université renouvellent une forme d'organisation que les anciens étudiants ont adoptée, tandis que les étudiants d'une université - comme l'université de Bouira- ne disposant que « d'organisations de masse » essayent de créer d'autres formes d'organisation.

5. Les formes d'organisations contestataires des étudiants

Ces mouvements de contestations ont été initiés par les représentants des étudiants et chaque université a son propre modèle de lutte. Plusieurs représentants des étudiants de chaque université affirment que ces organisations sont un héritage des anciens étudiants.

5.1. Les comités autonomes de l'UMMTO

L'université de Tizi-Ouzou a hérité des « comités autonomes[14] » des étudiants, répartis sur les départements, sur les cités universitaires et parfois sur les facultés, tel que le cas de la faculté des sciences économiques, de gestion et des sciences commerciales ainsi que la faculté des sciences humaines et sociales. Cette forme d'organisation suppose que les membres de chaque comité soient élus par les étudiants et ne soient pas soumis à une procédure administrative. En effet, ces « comités autonomes » ne sont agréés ni par l'administration de l'université ni par les autres services administratifs en dehors de l'université. Ces représentants des étudiants, même si leur organisation n'est pas agréée, ont une certaine légitimité représentative qui leur permet d'être reçus en tant que tel, à la fois par les administrations de l'université et par les autres autorités administratives jusqu'au wali. Les membres de ces comités autonomes se sont constitués en « groupes d'intérêts » (Grossman, 2012 : pp. 9-10) pour défendre les intérêts de tous les étudiants de l'UMMTO et de ceux des autres universités, face aux autorités. Cette idée que les étudiants s'engagent pour défendre les intérêts des étudiants ne s'arrête pas uniquement au niveau de l'université mais c'est aussi une manière de défendre les intérêts du pays. En effet, ces étudiants considèrent que la dégradation de l'université est celle de tout le pays, ce qui appuierait la notion de formation de « groupes d'intérêts ». Cet engagement

---

du Front de Libération Nationale (FLN), l'unique parti politique au pouvoir de l'époque. Après l'ouverture démocratique de 1989, d'autres partis politiques ont entamé une course pour avoir la mainmise sur l'université à travers la création d'associations affiliées aux partis. Ces organisations de masse disposent d'un agrément des autorités et les membres de chaque organisation affichent ouvertement leur appartenance politique et leur affiliation partisane.

[14] Les comités autonomes de l'université de Tizi-Ouzou ont été créés dès 1978 suite à des conflits entre les étudiants berbéristes et les membres de l'Union Nationale des Etudiants Algériens (UNEA) -proche du pouvoir- qui refusait toute activité culturelle au Centre Universitaire de Tizi-Ouzou (CUTO). L'UNEA a été écartée du CUTO et des comités autonomes ont été créés en remplacement à cette première organisation de masse.

leur a valu également une reconnaissance « non-officielle » de la part des autorités, notamment parce qu'ils constituent désormais un rapport de force. Durant le début de l'année universitaire 2007-2008, soit la troisième année de l'introduction du système LMD, les étudiants de la faculté des sciences ont entamé une grève de trois jours contre l'expansion du LMD. Quelques jours plus tard toute l'université de Tizi-Ouzou a été paralysée par un mouvement de grève déclenché par tous les « comités autonomes » sous la bannière de la CLE (Coordination Locale des Etudiants)[15].

Au début de chaque année universitaire, les comités se réunissent, parfois sous la CLE, pour discuter des problèmes de l'université et pour « *évaluation de la rentrée universitaire*»[16].La contestation du LMD n'est qu'un point parmi tant d'autres qui figurent dans la plateforme de revendication de la CLE. Mais à écouter les interventions des étudiants et des membres des différents comités dans les assemblées générales, on se rend compte rapidement que les interventions se focalisent surtout sur le rejet du LMD qui prend de plus en plus de place dans les revendications. Cette année-là, il n'y a pas eu d'introduction du LMD dans les autres départements mais l'année d'après, de même que celle de 2009-2010, la majorité des facultés ont intégré le LMD dans leurs formations. La mise en place du LMD dans cette université n'a été que retardée durant l'année universitaire de 2007-2008.

5.2. Les associations estudiantines de l'UAMB[17]

Les étudiants de l'université de Bejaia ont créé des associations à différents caractères : scientifiques, culturels, sportifs… Ils activent principalement dans le champ de l'association mais parfois ils élargissent le champ d'intervention aux revendications estudiantines à l'exemple de l'amélioration des conditions de vie des étudiants. Ces associations ne s'inscrivent pas spécialement dans une faculté ou un département mais s'identifient souvent au campus dans lequel elles ont un siège. Ces associations activent dans le cadre de la loi relative aux associations, elles ont donc un agrément et un cachet officiel. Parmi ces associations certaines ont opté pour l'appellation de comité en plus de celle d'association à l'exemple de « Association Comité de cité 17 Octobre1961 » ou simplement « Comité de Cité Targa Ouzemmour ». Pour quelques-uns des membres de ces dernières mettre le mot « comité » leur procure un sentiment d'être à

[15]La CLE est formée par la réunion des différents comités (de départements, de facultés, de cités universitaires et de campus) et prend forme dès que les comités répondent à l'appel d'un comité pour réunir les forces des étudiants et en conséquence exercer plus de pression sur l'adversaire, qui est souvent l'administration ou un responsable de celle-ci.

[16] Ce point figure comme ordre du jour dans la majorité des procès-verbaux des premières réunions de différents comités.

[17] Université Abderrahmane Mira de Bejaia.

l'avant-garde de l'université[18], mais cela peut aussi être une manière de marquer une « autonomie syndicale » (Izeddaren, 2010) vis-à-vis des autorités. Ces associations se réunissent aussi dans le cadre d'une Coordination Locale des Etudiants (CLE) pour prendre en charge des revendications estudiantines. Durant le début de l'année universitaire de 2007-2008 les représentants des étudiants de l'UAMB se sont constitués sous la CLE suite à une « rumeur selon laquelle le LMD allait être généralisé dans notre université »[19].Dans les faits, il était question d'expansion du LMD à toutes les universités algériennes et sa généralisation s'effectuait au fur et à mesure des années. Et ce n'est qu'en 2014 que la généralisation du LMD est devenue effective, exception faite de la spécialité de médecine. Deux années plus tard, c'est l'extinction du système classique des enseignements de graduation. Depuis 2016, seuls les étudiants déjà inscrits en Magister et doctorat sciences pouvaient poursuivre leurs formations jusqu'à obtention du diplôme.

Le mouvement de protestation déclenché à l'UAMB peut avoir comme origine cette rumeur vu que les interventions tournent souvent autour du LMD. La grève a été déclenchée et suiviepar une bonne majorité des étudiants mais aussi par une partie des enseignants qui ne voyaient dans le LMD qu'une « sorte de capitalisme qui allait fabriquer des diplômés sans savoir »[20]. Ce raisonnement était motivé par le fait que le LMD a été imposé par l'administration et que la seule réforme dont il a été question concerne le mode de gestion des formations loin de la réforme des contenus des enseignements (Ouseddik, 2021 : p. 103). Dans cette université les étudiants se sont focalisés sur le blocage de la généralisation en signifiant que le LMD est un échec. Ce mouvement n'a pas réussi à stopper le processus de généralisation puisque toutes les spécialités créées depuis 2004 sont inscrites dans le système LMD. Il est juste de rappeler que ce mouvement a pris un peu plus de trois mois de grève paralysant l'université de Bejaia.

5.3. L'université de Bouira entre neutralité et contestation

L'université Akli Mohand Oulhadj de Bouira(UAMOB) n'est pas épargnée par les mouvements de contestation étant donné que les étudiants ont également leur cadre organisationnel de protestation. Les étudiants, dès les premières années de l'ouverture de l'UAMOB comme annexe d'enseignement supérieur rattachée à l'université de Boumerdès, puis comme centre universitaire, avant de devenir une université en 2012, ont des organisations estudiantines ayant pour objectifs principaux la prise en charge

[18]Entretien réalisé en 2019 avec T. K., étudiante à l'université de Bejaia de 1990 à 1997.
[19] Entretien réalisé le lundi 5 février 2018 avec K. S. qui était durant cette période étudianten troisième année au département de sociologie.
[20] Entretien avec M. S. A., enseignant à l'UAMB.

des revendications des étudiants. Actuellement, ces organisations sont plus d'une dizaine à occuper cet espace estudiantin. Ce sont des « organisations de masse » qui sont affiliées à des partis politiques (Dris-Ait Hamadouche, 2021 : p. 136).

Durant l'année universitaire de 2007-2008, quand les deux premières universités citées en haut ont connu un mouvement de protestation contre la généralisation du LMD, les « organisations de masse » ne se sont pas inscrites dans cette dynamique et « ont préféré veiller à ce que les autres ne viennent pas contester le LMD[21] ». Un collectif d'étudiants s'est constitué dans la faculté des lettres et des langues pour contester la gestion des enseignements sous le LMD, mais ce collectif s'est vitevu mis « *hors état de nuire* », selon l'expression de l'un de nos informateurs[22]. Ce collectif s'est confronté aux membres de ces « organisations de masse » qui utilisent même la violence physique contre les membres de ce collectif. Ce dernier n'a duré que quelques jours avant de disparaitre. Le système LMD à l'UAMOB continue de progresser d'année en année et de suivre la dynamique de développement de cette université.

6. 2011 ou l'année du mouvement social des étudiants

De 2008 à 2010 les mouvements de contestation contre le LMD n'ont pas été d'une grande ampleur. Ces derniers continuent de contester l'échec du LMD, principalement à travers des déclarations faites par des comités, sans toutefois aller vers une mobilisation dans le cadre d'une lutte étudiante regroupant toute l'université. En 2011, les étudiants se sont mobilisés suite au constat d'une « situation dramatique ». Pour eux, cette situation est provoquée par l'État, où le Ministère de l'enseignement supérieur, en tant que représentant de l'Etat, désigné par la suite comme l'adversaire qui est à l'origine des difficultés que rencontrent les étudiants (Touraine et all., 1978 : p. 203). Ce fait d'une situation dramatique et de l'identification d'un adversaire mène vers un engagement et une mobilisation qui marqueront par la suite la naissance d'un mouvement social (Neveu, 2005 : p. 10).Les étudiants ont le sentiment que les enseignants les soutiennent sans toutefois les blâmer de ne pas avoir enclenché un mouvement de protestation.

La généralisation du LMD dans ces trois universités est vue par les étudiants comme une nouvelle forme de dévalorisation de leur diplôme mais aussi une nouvelle remise en question du « niveau de l'étudiant, qui ne cesse de se dégrader depuis l'instauration du LMD[23]». Généraliser un système d'enseignement dont les étudiants ne cessent de dénoncer l'échec, aggrave

[21] Entretien réalisé en 2017 avec A. R., étudiant à l'université de Bouira et membre du collectif autonome des étudiants de cette même université. Lui-même a été blessé par les jets de pierre durant les premiers jours de la mobilisation.
[22] Entretien avec A. R.
[23] Entretien réalisé en 2016 avec L. T., membre de la CLE de Bejaia en 2011.

encore davantage la situation de la vie de ces étudiants, ce qui les poussent à se mobiliser pour «empêcher une dérive[24] ».

Face à cette situation, un mouvement social d'ampleur nationale a été enclenché par des étudiants de la CLE de l'université de Bejaia. Ce mouvement a pris d'abord la généralisation du LMD pour cible puis a introduit d'autres revendications après les premières réunions entre étudiants de différentes universités. Ces réunions se tenaient dans différentes universités, à commencer par celle de Bejaia pour la première rencontre tenue le vendredi 4 mars 2011. Cette première réunion constitue « une situation décisive » dans la contestation étudiante (Touraine, 1988). Cette réunion est considérée comme réussie, grâce à la participation de représentants de plusieurs universités algériennes et cette présence a incité d'autres universités encore à se joindre à l'action collective.

La contestation du LMD a pris une nouvelle dimension. En effet, après les revendications de 2007 réclamant l'arrêt du LMD, les étudiants réclament désormais la mise en place de moyens nécessaires à la réussite de ce système d'enseignement qui a pris une place importante dans les différentes universités. Il a été également exigé d'accompagner tous les étudiants inscrits encore dans le système classique jusqu'à la finalisation de leurs cursus. Depuis la première réunion qui s'est tenue à la résidence universitaire Aaemriw de Bejaia, les étudiants des différentes universités ont entamé l'élaboration de différentes plateformes de revendications qui serviront à « dégager une plateforme commune à toute l'université algérienne[25] ». Ce mouvement étudiant d'ampleur nationale a pu mettre à mal l'administration des universités et des établissements d'enseignement supérieur en Algérie, avec plus de 40 universités qui ont pris part à l'organisation. Ce qui est à mentionner à ce niveau c'est que les « organisations de masse[26] » ont été officiellement écartées de la CNAE[27]. Mais comme l'exprime l'un des acteurs de ce mouvement : « je savais personnellement qu'il y avait quelques membres de ces associations satellites qui assistaient aux réunions mais ne s'affichaient pas comme tels[28] ».

Ce mouvement constitue un contexte qui a offert une opportunité (Lilian, 2010) aux étudiants de plusieurs universités de se constituer en collectifs et de faire face aux « organisations de masse », comme cela a été le cas du collectif autonome des étudiants de l'université de Bouira, créé en 2011, et qui continue d'activer encore en 2021.L'exclusion de ces

[24] Ibid.
[25] Communiqué n° 01 de la coordination nationale autonome des étudiants (CNAE).
[26] Considérées comme proche des cercles du pouvoir.
[27] Coordination Nationale Autonome des Etudiants.
[28] Entretien réalisé en 2019 avec Y. A., qui était membre de la CLE de Tizi-Ouzou et a fait partie de la CNAE dès les premières réunions.

« organisations de masse » de la CNAE a provoqué des conflits dans certaines universités. C'est le cas notamment du collectif autonome des étudiants de l'université de Bouira qui ont subi des violences physiques de la part de ces « organisations de masse » et ce n'est que « grâce au soutien de nos camarades étudiants que nous avons pu faire face à ces associations satellites. Les premiers jours de la mobilisation de 2011 à Bouira, les membres de ces associations venaient parfois avec des bâtons à la main, ou nous jetaient des pierres de loin. Heureusement que nous avons pu gagner la confiance de tous les étudiants de l'université qui ont rejoint le mouvement, ce qui nous a permis de constituer un rapport de force[29] ».

Il est à mentionner que cette organisation collective, CNAE, a élaboré une plateforme nationale de revendication pour toute l'université algérienne se focalisant sur la mise en place de moyens adéquats pour la poursuite d'un bon cursus universitaire sous le principe de la démocratisation de l'université algérienne à l'ère du LMD. Elle a pu également braver l'interdiction de manifester dans la capitale[30], Alger, en date du 12 avril 2011 malgré la répression qui s'en est suivie. La majorité des universités qui ont fait partie de la CNAE, venant de différentes directions d'Algérie rejoindre la Capitale, Alger, pour manifester. La manifestation a été réprimée, mais comme les manifestants sont venus de différentes directions les forces de l'ordre n'ont pas pu empêcher les étudiants de marcher sur la Capitale. Plusieurs étudiants et étudiantes ont été blessés durant la manifestation.

Face à cette force des étudiants qui ont pu braver l'interdit, l'administration est contrainte de négocier avec ces derniers. Plusieurs semaines après la manifestation, des réunions de négociations ont été organisées entre des représentants de la CNAE et des représentants du Ministère de l'enseignement supérieur. Ces négociations se sont soldées, après plusieurs réunions, par la mise en place d'une politique d'accompagnement des étudiants et de mise à la disposition de la communauté universitaire de moyens nécessaires pour la réussite du LMD, tout en maintenant le système classique d'enseignement, du moins dans les spécialités où il n'a pas été déjà supprimé.

Conclusion

Le système d'enseignement supérieur dit LMD a été importé ;ni sa mise en œuvre n'a pas été réfléchie, ni encore la manière avec laquelle il pouvait être adapté au contexte national n'a été pensée. L'objectif principal du Ministère de l'enseignement supérieur était d'intégrer un réseau international d'enseignement supérieur, sans prendre en compte les problèmes qui peuvent surgir, à l'exemple du problème de la langue des enseignements qui

[29] Entretien avec A. R.
[30] Une interdiction de manifester sur toute la capitale depuis la marche du 14 juin 2001, suite aux évènements du « printemps noir 2001 ».

pourra constituer un obstacle majeur à la mobilité. En effet, les étudiants qui ont à se déplacer dans ce réseau international « leur a permis d'évaluer leur formation et de constater la nécessité d'une mise à jour des connaissances dans une langue étrangère qui est l'indice d'une relative fermeture de l'université algérienne durant ces dernières années » (Ouseddik, 2021 : p. 102). Le LMD devait, dès lors, permettre aux étudiants de l'université algérienne d'avoir une reconnaissance internationale du diplôme algérien et avoir par la suite un accès à l'emploi. Des années après l'adoption du LMD « la relation formation-emploi montre une inadaptation croissante de l'enseignement supérieur au marché du travail » (Ouseddik, 2021 : p. 98).

Le mouvement contestataire des étudiants continue de protester et de contester la dégradation de condition de vie étudiante mais conteste également des décisions prises dans les hautes sphères de l'État. Durant les évènements du mouvement berbère quelques années après l'ouverture du CUTO, durant « la décennie noire », après l'ouverture du centre universitaire de Bejaia ou durant le processus d'arabisation et de l'instauration du LMD la revendication étudiante s'adapte au contexte de chaque période et c'est là une manière de s'inscrire dans la durée. Depuis l'implantation du LMD, les étudiants de ces trois universités qui font objet de cet article, continuent de réclamer la mise en place de moyens et l'amélioration des conditions de vie étudiante, y compris une meilleure adaptation du système LMD, une manière également de s'inscrire dans la durée. Pour ce qui est des études, les étudiants, à travers le système LMD, se voient offrir l'opportunité de quitter le pays et de poursuivre les études à l'étranger et ainsi nourrir l'élite de la diaspora (Ouseddik, 2021 : p. 98), du moins pour ceux qui vont effectivement poursuivre les études.

Bibliographie

Agrikoliansky, É., Fillieule, O., & Mayer, N. (Éds.). (2010). Penser les mouvements sociaux. Paris, France : La Découverte.

Ahmed Zaid, I. (2003). Université Mouloud Mammeri, potentialités et perspectives. Revue Campus, (0). Université de Tizi-Ouzou.

Aït Larbi, A. (Dir.). (2010). Avril 80 : insurgés et officiels du pouvoir racontent le « printemps berbère ». Alger, Algérie : Éditions Koukou.

Azzouzi, H. (2007, 21 juin). 1700 étudiants en LMD. L'Expression.

Bahloul, M. (2004, octobre 6-7). L'enseignement supérieur en Algérie : entre réformes et gestion de la crise [Communication]. 1er Séminaire régional de recherche pour les États arabes, UNESCO, Paris, France.

Benazouz, N. (2022, juin). Politique linguistique en Algérie : arabisation et francophonie. Revue de la faculté des lettres et des langues, (9). Université de Biskra.

Benghabrit-Remaoun, N., & Rabahi-Senouci, Z. (2009). Le système L.M.D (Licence-Master-Doctorat) en Algérie : de l'illusion de la nécessité au choix de l'opportunité. Journal of Higher Education in Africa/Revue de l'enseignement supérieur en Afrique (JHEA/RESA), 7(1-2), 39-58.
Berrouche, Z., & Berkai, Y. (s. d.). La mise en place du système LMD en Algérie : entre la nécessité d'une réforme et les difficultés du terrain. Revue des Sciences Économiques et de Gestion, (7). Université de Sétif.
Chachoua, K. (2010). La sociologie en Algérie : L'histoire d'une discipline sans histoire. Dans E. Kienle (Éd.), Les sciences sociales en voyage : L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient vus d'Europe, d'Amérique et de l'intérieur (pp. 129-149). Paris, France : Karthala.
Charlier, J.-É., & Croché, S. (2010). La pédagogie universitaire : un courant en plein développement. Revue française de pédagogie, (172), 77-84.
Chazel, F. (1993). Action collective et mouvements sociaux. Paris, France : Presses Universitaires de France.
Dris-Aït Hamadouche, L., Oussedik, F., & Taleb Ibrahimi, K. (Dirs.). (2021). L'université désacralisée ; recul de l'éthique et explosion de la violence. Alger, Algérie : Éditions Koukou.
Ferfera, Y.-M., & Mekideche, T. (2008). La place des sciences sociales et humaines dans le système supérieur algérien. Revue internationale d'éducation de Sèvres, (49), 63-71. https://doi.org/10.4000/ries.569
Fillieule, O., Mathieu, L., & Péchu, C. (Éds.). (2009). Dictionnaire des mouvements sociaux. Paris, France : Presses de Sciences Po.
Grandguillaume, G. (1983). Arabisation et politique linguistique au Maghreb. Paris, France : Maisonneuve et Larose.
Grossman, E., & Saurugger, S. (2012). Les groupes d'intérêt : action collective et stratégies de représentation (2e éd.). Paris, France : Armand Colin.

Guenoun, A. (1999). Chronologie du mouvement berbère : un combat et des hommes 1945-1990. Alger, Algérie : Casbah Éditions.
Henry, J.-R., & Vatin, J.-C. (Dirs.). (2012). Le temps de la coopération ; sciences sociales et décolonisation au Maghreb. Paris, France : Karthala.
Izedaren, F. (2010). Les étudiants algériens face au pouvoir politique en Algérie : analyse socio-historique de l'action étudiante. Revue académique des études sociales et humaines, 3, 12-19.
Khelfaoui, H. (2003). Le champ universitaire algérien entre pouvoir politique et champ économique. Actes de la recherche en sciences sociales, (148), 34-46. https://doi.org/10.3917/arss.148.0034

Leperlier, T. (2012, 28 mars). L'arabisation, un mythe ? Pouvoirs et langues dans l'Algérie indépendante. La Vie des idées. https://laviedesidees.fr/L-arabisation-un-mythe.html
Mammeri, M. (1991). Culture savante culture vécue. Alger, Algérie : Éditions Tala.

Mechaour, M. (2014). Socialisation et engagement des étudiants dans le mouvement associatif et partisan : cas des militants proches du PST, à l'université de Bejaia. Mémoire de master. Université de Béjaïa, Algérie.
Mechaour, M. (2017). Engagement des étudiants dans les comités autonomes à l'université de Tizi-Ouzou, entre 2011 et 2016. Mémoire de magister. Université de Béjaïa, Algérie.
Mitiche, M.-D. (2003). Eléments sur la stratégie d'application des réformes des enseignements supérieurs basées sur le dispositif « Licence/Master/Doctorat » au sein des facultés des sciences exactes et technologie. Revue Campus, (0). Université de Tizi-Ouzou.
Neveu, É. (2005). Sociologie des mouvements sociaux (4e éd.). Paris, France : La Découverte.
Offerlé, M. (2008). Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIIIe – XXIe siècles). Politix, (81), 181-202.
https://doi.org/10.3917/pox.081.0181
Ravinet, P. (2011). La coordination européenne : « à la bolognaise ». Réflexions sur l'instrumentation de l'espace européen d'enseignement supérieur. Revue française de science politique, 61(1), 23-49.
Touraine, A. (1988). L'évolution du syndicalisme en Amérique latine. Revue française de sociologie, 29(1), 117-142.
Touraine, A., Dubet, F., Hegedus, Z., & Wieviorka, M. (1978). Lutte étudiante. Paris, France : Éditions du Seuil.